

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Overtrading-n-a-qu-un-effet-momentane>

L'Overtrading n'a qu'un effet momentané

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : mardi 3 décembre 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le soleil de 2025 arrive à l'horizon (à crédit).

Si les libertariens n'obtiennent pas, au plus tard dès avril, le résultat des élections législatives de la fin d'année 2025, la situation deviendra très tendue. Nous devons considérer que les longs processus de stagflation que nous endurons depuis le [Rodrigazo](#) de juin 1975 - dont l'accalmie a été la décennie de convertibilité dans les années 90 -, sont une conséquence de l'incapacité à stabiliser la lutte des classes. Ce n'est pas que dans les années 90 elle ait été étouffée. Fut un puissant narcotique financier et monétaire qui laissa les travailleurs désorientés, lassés des trois précédents lustres de désastres inflationnistes traités par des plans de stabilisation qui ne stabilisaient rien, précisément à cause de leur esprit et de leur corps monétaristes.

Les élections législatives nationales se tiendront vers la fin de l'année prochaine. Treize provinces organiseront également des élections législatives de district. En ce qui concerne le pays, 24 sénateurs nationaux (sur 72 sénateurs) et 127 députés nationaux (sur un total de 257) seront élus. Il n'échappe à personne que, suite au renouvellement d'un tiers de la chambre haute et de la moitié de la chambre basse, le pays officiel et l'opposition - pour des raisons différentes - achèteront ou vendront leur avenir immédiat et - éventuellement - quelque chose de plus étendu dans le temps qui leur appartiendra par ce qu'ils feront, ce qu'ils ne feront pas et le degré avec lequel la fortune les accompagnera.

Dans ce remake de « Je cherche mon destin », le pays officiel doit laisser de côté sa faiblesse institutionnelle intrinsèque, à savoir qu'il ne compte que très peu de députés et de sénateurs. S'il ne leur manque pas l'envie, ils ne sont pas nés pour être des sauvages. Ils sont simplement dépourvus de cervelle. Bien sûr, le facteur « do evolution baby » peut toujours faire son chemin, et il y a toujours un [Gordo Dan](#) qui peut jouer une partie d'osselets sous la protection du [caveatemptor](#) du Laje qui lui convient.

Si le pays officiel ne réussit pas, Reste à voir ce que la saga de l'opposition visera. Ongles de guitariste et l'aptitude à chausser les bottes du poulain restent à démontrer. Reste à savoir si l'on peut s'accrocher à autre chose qu'à des vœux pieux.

L'année 2024 se terminera par une baisse significative du PIB (produit intérieur brut). Il est prévu qu'il baisse de 3,5 %. Au premier trimestre, le PIB a chuté de 5,2 %. Au deuxième trimestre, la baisse s'est atténuée et fut de 1,7 %. Le taux de variation annuel du PIB (baisse dans ce cas) est calculé comme la moyenne des quatre trimestres de l'année en question et les chiffres officiels du troisième trimestre ne sont pas encore disponibles. Toutefois, les indicateurs immédiats qui anticipent l'évolution du PIB confirment cette tendance à la baisse qui, par ailleurs, avait déjà été tracée dans cette direction négative il y a quelques mois par le FMI, la Banque mondiale et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, entre autres organisations internationales.

En tant que concept comptable, le PIB est identique au revenu intérieur brut (RIB). La baisse du PIB signifie donc la même chose pour les revenus de la population, dont la distribution a été dégradée par l'intervention du gouvernement libertarien dans le secteur du travail, ainsi que par la politique sociale mesquine et idéologisée qu'il met en œuvre.

Réussir

Chez bon nombre d'opposants, on se signe, on fait même le signe de la croix, affligé par le succès potentiel de l'acte libertarien. Le monétarisme pur et dur (c'est vrai, il n'y en a pas d'autre) est un aller simple. Et c'est ce monétarisme grossier qui palpite dans les poitrines de portions notablement importantes de dirigeants de l'opposition qui, par ailleurs, ont tout à fait le droit d'être enregistrés comme des membres naturels du mouvement national.

Il s'avère que ce sentiment d'inquiétude signifie qu'ils ont toujours été des monétaristes coupables. C'est cette culpabilité qui les a empêchés - et qui les empêche peut-être - d'aller aussi loin que le « fou de la tronçonneuse » et ses sbires. La peur des conséquences nécessaires de la réduction du taux d'inflation, basée sur le diagnostic que l'augmentation de la masse monétaire, elle-même augmentée par le niveau des dépenses publiques et du déficit fiscal, provoque la hausse du taux d'inflation, a pris le dessus.

C'est précisément la raison pour laquelle rien de tout cela ne fonctionnera. Le diagnostic monétariste ne repose sur aucune base théorique solide. L'inflation est le reflet de l'augmentation des coûts. La quantité de monnaie suit les prix et non l'inverse. Les prix augmentent, la quantité de monnaie suit. La quantité de monnaie est incontrôlable pour l'État émetteur. C'est un grand couplet mythique des monétaristes que de prétendre qu'il est impossible de contrôler la quantité de monnaie dans ses moindres détails. Il est compréhensible qu'ils continuent à fanfaronner impunément, contre toute évidence. S'ils l'admettent, l'édifice fallacieux qu'ils ont construit s'effondrera.

À vrai dire, c'est plus que de l'inflation, c'est de la stagflation. Ainsi, les longs processus de stagflation que nous avons endurés depuis le Rodrigazo de juin 1975 - dont le calme a été la décennie de convertibilité dans les années 1990 -, sont une conséquence de l'incapacité à stabiliser la lutte des classes. Ce n'est pas que dans les années 90 elle ait été étouffée. C'est un puissant narcotique financier et monétaire qui a désorienté les travailleurs, lassés des trois lustres précédents de désastres inflationnistes traités par des plans de stabilisation qui n'ont rien stabilisé, précisément à cause de leur esprit et de leur corps monétaristes.

Au cours de ces processus, les travailleurs ont réussi à inverser - en partie - les pertes de niveau de vie qui s'étaient produites parce qu'ils étaient écrasés par

Le péché et la vertu

Dans ce péché monétariste du populisme - comme dans tous les péchés - se trouve la vertu. Si, structurellement, le tremblement des prix doit être calmé, la lutte des classes doit être stabilisée de la seule manière possible et réalisable : en consolidant l'augmentation du niveau de vie des travailleurs. En attendant, la stagflation galopante attend son heure. Et ressemble tellement à Gary Cooper...

Les belles âmes du parti au pouvoir et de leurs semblables affirment que la baisse du rythme de hausse du niveau général des prix, sous l'effet de la malaria et de la dévaluation du peso en dessous de l'inflation, fait progresser le pouvoir d'achat des salaires. Cette bonne nouvelle signifie qu'il y a un manque de communication avec l'électorat potentiel, ce qui est à l'origine de la mauvaise opinion du citoyen ordinaire qui apparaît dans les sondages.

Combien de temps durera l'auto-suggestion ? Si, au plus tard en avril de l'année prochaine, les sondages sont encore sur la pente descendante avant que la réalité ne s'impose : aucun salaire ponctionné par l'inflation ne retrouve son pouvoir d'achat lorsque l'inflation diminue, à moins d'une augmentation nominale de son montant, ils essaieront par tous les moyens de trouver un autre bout à la même pelote de laine. Car une chose est toujours certaine : le monétarisme est mis de côté lorsqu'il s'agit d'augmentations salariales. Là, les monétaristes jusqu'alors les plus acharnés changent de camp et diagnostiquent - sans le moindre scrupule - que les hausses de salaires gonflent les coûts et donc les prix. Ils oublient leur propre bêtise de prétendre que tant que la circulation monétaire

n'augmente pas, si un prix augmente, un autre doit baisser.

Comme on le voit, il est impératif de trouver l'autre bout du bâton .Sinon, si en juillet - disons - les sondages semblent déjà sans espoir, rien n'arrêtera la fuite en avant du paradis libertarien rendant les prix et cours du dollar incontrôlables.

Overtrading

Mais les belles âmes ont une arme dont il faudra voir si, comme dans le cas de la Chine, elle leur fait mettre dans le cul, ce qu'elles vocifèrent .Le visage hérétique de la réalité a ces traits, qui ne conviennent pas aux dégoûtés. Cette arme est l'[overtrading](#) [1]. Un même PIB peut avoir plus ou moins d'activité ou plus ou moins de chômage, selon qu'il y a ou pas de l'*overtrading*.

L'*overtrading* est un terme anglais qui désigne le facteur qui tend à augmenter l'emploi et le niveau d'activité sans modifier la structure de la production. Il est le plus important de tous et correspond précisément à la création d'un revenu extrinsèque à la production. Schématiquement, il peut être défini comme la dépense d'un revenu virtuel en prévision de la vente du service ou du bien en question. C'est un problème qui concerne exclusivement l'incitation à la vente.

L'*overtrading* agit sur la création d'un pouvoir d'achat extrinsèque, mais il est entendu que ce pouvoir d'achat n'est qu'extrinsèque à la production courante. À long terme, il n'est certainement pas extrinsèque, puisqu'il s'agit d'un revenu futur actualisé.

L'économiste franco-grec rappelle que :

Le sur-commerce repose sur le crédit, mais - et c'est ce qu'il faut retenir - sur un crédit qualitativement différent de celui des économistes classiques. Ce dernier, sous toutes ses formes, n'a jamais fait que déplacer le pouvoir d'achat dans l'espace, en le transférant d'un sujet à un autre - de l'épargnant à l'investisseur ou au consommateur, que ce soit directement du prêteur à l'emprunteur, ou indirectement par l'intermédiaire d'une agence spécialisée. Au contraire, le crédit qui rend possible le suréchangisme est un crédit qui déplace le pouvoir d'achat dans le temps, du futur vers le présent »

Ainsi, si les libertariens cèdent à la réalité, ils lâcheront la bride aux cartes de crédit et le « Ahora 12 » restera un programme de conservateurs timorés. Pour les « **cosasvederes Sancho** », il faut savoir que ce type de crédit n'est pas nouveau, mais existe depuis les origines du capitalisme et sous différentes formes, dont le dernier avatar le plus développé est le plastique.

L'*overtrading* est intéressant non pas en tant qu'investissement mais en tant qu'*overtrading*, et on ne joue pas avec les mots. Ce point est essentiel en soi et pour évaluer les probabilités électorales de l'officialisme libertarien. Cela permet d'éviter le piège de la fétichisation de l'investissement dans lequel tombent généralement les keynésiens et qui a conduit Joan Robinson, par exemple, à attribuer un effet « multiplicateur » à l'excédent commercial, alors que, toutes choses égales par ailleurs, cette sortie de fonds a l'effet inverse (déflationniste). L'excédent commercial en 2024 est probablement d'une ampleur sans précédent et le PIB s'est effondré.

Ce qui rend possible et conditionne le succès électoral libertarien du recours au crédit populaire débridé, c'est

précisément que le suréchange ainsi instrumenté permet de redresser une situation où le pouvoir d'achat mondial est inférieur à l'offre mondiale de biens et services, en termes de valeur.

Il ne s'agit pas d'utiliser une partie du pouvoir d'achat existant pour acquérir des biens d'équipement plutôt que des biens de consommation, mais de créer à partir du néant lui-même un pouvoir d'achat supplémentaire pour acquérir indifféremment l'un et/ou l'autre.

L'activité économique n'est pas stimulée par le fait d'investir mais par le fait d'acheter. C'est l'anticipation des revenus et non leur utilisation qui est déterminante. Même si, en réalité, cette anticipation de revenus est surtout l'affaire des entrepreneurs et s'accompagne surtout d'investissements.

Pour qu'il y ait dépassement à l'échelle sociale, il faut que le montant total de ces ventes au cours d'une période donnée dépasse le montant total de l'épargne de classe de l'ensemble des salariés au cours de la même période, ce qui n'est pas certain, à moins que le crédit à la consommation - les ventes à tempérament par carte de crédit - aux salariés ne soit un processus d'expansion galopante. Le souvenir de 1994-1995 est encore frais dans les mémoires.

Regardez ce qu'il reste

Pour que tout cela se produise, il n'est pas nécessaire, comme le disent certains secteurs du parti au pouvoir, que les banques aient été retirées de l'activité de financement de l'État et que ces fonds soient désormais disponibles pour ces objectifs électoraux louables, auto-sacrificiels et héroïques. Le test décisif est de savoir si la réalité l'emportera ou si les défauts idéologiques libertariens prévaudront, auquel cas la probabilité de tomber seul est très élevée, et les problèmes politiques du remplaçant un peu plus graves s'ils doivent s'engager dans un monétarisme compassionnel.

Revenant à Emmanuel au sujet des défauts idéologiques libertariens, l'économiste franco-grec nous rappelle la position intransigeante caractéristique du modèle du classicisme pur et dur, défendue par Ricardo devant la commission nommée en 1819 par la Chambre des Lords pour étudier l'opportunité de restaurer la convertibilité de la livre.

« Pensez-vous, lui demande-t-on, qu'en période de bonne demande de produits manufacturés, le crédit créé par cette circonstance permette à l'industrie d'employer plus largement son capital dans la production ? »

Réponse négative de Ricardo :

Je ne connais pas de crédit qui puisse contribuer à la production des marchandises ; celles-ci ne peuvent être produites qu'au moyen de travail, de machines et de matières premières, et si ces éléments doivent être employés dans un endroit, ils doivent nécessairement être retirés d'un autre. Le crédit est le véhicule de ce transfert et permet d'utiliser le capital déjà existant, mais il ne crée pas de capital. Il ne fait que décider par qui ce capital sera employé. Quant au déplacement même du capital d'un emploi à l'autre, il peut certes être très avantageux, mais il peut aussi être extrêmement pernicieux. »

C'est la quintessence de la doctrine classique. [Ricardo](#) ne conçoit pas qu'il puisse y avoir du capital ou du travail vacants, de sorte que le crédit puisse être tiré non pas d'un autre emploi - ce qui n'est d'ailleurs pas l'effet du crédit - mais de son non-emploi. C'est aussi la quintessence de la droite argentine, toutes nuances confondues.

C'est ainsi que les libertariens, s'ils se font l'écho de la réalité et donnent un coup de pouce au suréchangisme pour

L'Overtrading n'a qu'un effet momentané

capitaliser électoralement sur son effet accélérateur, ce sera momentané. cela servira à dire que ce dernier nous sortira du sous-emploi mais nous précipitera dans la crise. Dans cette optique, la cause des crises réside dans une augmentation spéculative de la production due aux facilités de crédit et à l'euphorie générale.

Discours typique : l'exagération du commerce intérieur et extérieur avec des prix gonflés par la spéculation et non en fonction des prix naturels est la cause principale de tous les problèmes. Poussés par la prospérité, les entrepreneurs surproduisent. Spéculation, inflation du crédit, escompte, puis ralentissement soudain des banques, liquidation hâtive des positions, faillites, etc. Puis restriction du crédit par peur, exagération dans le sens inverse de la précédente.

Ce schéma s'effondre au moment même où l'on pose la question simple : « surproduire ». Ainsi, une fois les élections passées, les libertariens - comme les sombres hirondelles - reviendront à leurs anciennes amours et, pour maintenir l'équilibre économique, tenteront de resserrer la politique monétaire.

Cette politique a pour principe de rejeter toute création de monnaie qui n'a pas pour contrepartie une offre de richesse de même valeur.

En d'autres termes, elle interdit l'escompte de faux crédits, ont-ils raisonné. Ce « rejet » n'établit pas un équilibre entre l'offre et la demande, mais consacre et consolide le déséquilibre originel (l'« excès » initial). Les opposants, qui font partie des majorités nationales, ont beaucoup de travail politique à faire, à condition de se débarrasser du monétarisme et de l'*offertisme*, ces grandes faiblesses argentines.

Enrique Aschieri* pour [¿Y ahora qué ?](#)

[¿Y ahora qué ?](#). Buenos Aires, 22 de noviembre de 2024.

Bas du formulaire

[1] L'overtrading est un terme issu de l'analyse des états financiers. Il se produit généralement lorsque les entreprises développent leurs activités trop rapidement (ou de manière trop agressive). Les entreprises qui pratiquent l'*overtrading* entrent dans un cycle négatif, où l'augmentation des charges des taux d'intérêt a un impact négatif sur le résultat net, ce qui réduit le fonds de roulement et, à son tour, augmente les emprunts, qui à leur tour augmentent les charges des taux d'intérêt, et le cycle continue. Les entreprises surévaluées finissent par avoir des problèmes de liquidité et peuvent manquer de fonds de roulement